



HAL
open science

La confrontation radicale. Résistants communistes parisiens vs Brigades spéciales

Denis Peschanski

► **To cite this version:**

Denis Peschanski. La confrontation radicale. Résistants communistes parisiens vs Brigades spéciales. Les Résistances, miroir des régimes d'oppression. Allemagne, France, Italie, Presses Universitaires de France-Comté, pp.335-349, 2006, Historiques. hal-00363336v1

HAL Id: hal-00363336

<https://hal.science/hal-00363336v1>

Submitted on 22 Feb 2009 (v1), last revised 24 Feb 2009 (v2)

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

La confrontation radicale

Résistants communistes parisiens vs Brigades spéciales

Denis Peschanski*

Centre d'histoire sociale du XXe siècle

CNRS UMR 8058 Université - Panthéon-Sorbonne Paris 1
9 Rue Malher 75181 PARIS CEDEX 04
<http://histoire-sociale.univ-paris1.fr/>

Pour citer ce document en archives ouvertes [OAI AO-CSD]

Peschanski Denis, 2009-02-17, « La confrontation radicale. Résistants communistes parisiens vs Brigades spéciales », oai:hal.archives-ouvertes.fr:hal-00...., <http://hal.archives-ouvertes.fr/hal-00..../fr/>** [Document auteur AO-HAL, texte préparatoire septembre 2003 à la publication in *Les Résistances, miroir des régimes d'oppression. Allemagne, France, Italie*, François Marcot et Didier Musiedlak (dir.), Besançon, Presses Universitaires de Franche-Comté, série Historiques, 2006, pp. 335-349

**intégrer le numéro AO qui se trouve en marge à gauche

Résumé

L'accès aux archives de la préfecture de police de Paris ouvre de nouvelles perspectives sur la répression policière sous l'Occupation et sur la résistance communiste à Paris. Elle permet de relever un défi majeur de l'historiographie de France des années noires : la Résistance et la répression ne peuvent être analysées séparément.

Histoire; Seconde Guerre mondiale; France; Paris; communisme; répression; Résistance; Vichy; occupation

Abstract

The confrontation: The communist Resistance in Paris vs "Brigades spéciales"

The opening of archives by the Police prefecture in Paris offers new perspectives to the research about the repression under Occupation and the communist resistance in Paris. It authorizes to take up one of the most important challenges of the historiography of France during the dark years : the Resistance and the repression have not to be separately studied.

History; Second World War; France; Paris; communism; repression; Resistance; Vichy; occupation

* peschan@univ-paris1.fr

Contributeur Open Acces Self-archiving – <http://hal.archives-ouvertes.fr/aut/Denis+Peschanski/>

Telle que je l'ai comprise, la problématique qui fait le ciment de ce colloque ne consiste pas à établir un trouble parallèle, style zone grise, entre résistants et occupants, mais à affirmer l'impossibilité de les comprendre séparément. L'étude de cas que nous avons choisie, à savoir la confrontation entre résistants communistes et Brigades spéciales des Renseignements généraux face à la lutte armée à Paris, présente une configuration plus complexe puisque la répression dans la France occupée passe par la médiation de la police française. Cette répression ne fut pas moins efficace et la confrontation pas moins radicale, comme en témoigne la circulaire du directeur de la police municipale de Paris, Hennequin, dans une circulaire du 31 mai 1942 :

« Ayez donc constamment à l'esprit qu'une lutte à mort est engagée entre les agents de l'autorité et les éléments de désordre dont le but principal, maintenant prouvée, est de supprimer ceux qu'ils considèrent comme un obstacle majeur à leurs entreprises néfastes ».

La circulaire suivait immédiatement les incidents de la rue de Buci. Le PCF avait décidé d'organiser une prise de parole publique devant un magasin d'alimentation Eco, mais elle fut rapidement interrompue par l'intervention de la police. Dans l'opération, trois policiers étaient morts.

Dans cet affrontement qui dura de l'été 1941 à la Libération, dans cette « lutte à mort » pour reprendre les termes du directeur de la police municipale, il y eut constamment cette imbrication entre les résistants communistes engagés dans la guérilla urbaine et les policiers parisiens qui avaient pour tâche principale de les neutraliser. Les premiers étaient les seuls à mener la lutte armée à Paris dans la période. Sans occulter le rôle des autres polices, nous nous concentrerons sur la Brigade spéciale des RG, principalement en charge de la répression « contre les terroristes ».

Nous verrons que l'approche peut être plurielle. Elle relève de l'histoire politique et de l'histoire sociale. Elle doit aussi permettre de comprendre les cultures professionnelles et convoque donc l'histoire culturelle et la sociologie. Elle amène à s'interroger sur les comportements individuels en situation extrême et devrait donc également solliciter la psychologie historique. Les questionnements sont donc multiples. Les sources accessibles sont riches pour tenter d'y répondre : de la commission d'épuration aux cours de justice et aux dossiers professionnels, elles permettent d'appréhender l'ensemble du personnel des BS ; des procès verbaux d'arrestation aux synthèses de filatures, de la liste des attentats aux interrogatoires, elles sont une mine d'informations sur les résistants, d'autant que, dans leur très grande majorité, les combattants de la lutte armée à Paris ont été arrêtés. Une double prosopographie est donc possible sur des corpus quasi complets¹.

POLICE ET POLICIERS PARISIENS

Il est aujourd'hui bien établi qu'à Paris, plus encore qu'ailleurs, la police française joua un rôle crucial dans la répression de la résistance armée. Cette forme de subsidiarité trouvait sa source dans la volonté des Allemands, qui y gagnaient beaucoup plus d'efficacité et la

¹ Depuis de nombreuses années, les archives judiciaires de l'épuration nous avaient permis de reconstituer par l'aval une série d'affaires puisque des pièces à charge et à décharge étaient ici rassemblées pour l'instruction (Archives nationales, cours de justice). La récente ouverture des archives de la préfecture de police de Paris ont ouvert les archives de police proprement dites, élaborées au moment des faits. Nous ne saurions trop remercier Claude Charlot, directeur des archives et du Musée de la préfecture, et toute son équipe pour leur aide compétente, efficace et, ce qui ne gâche rien, sympathique.

possibilité de se mettre en arrière plan, et des Français, qui affirmaient ainsi la présence et l'autorité de l'Etat en zone occupée, y compris en prenant en charge la réalisation des objectifs de l'occupant qui, en l'occurrence, étaient également les leurs.

Une machine de guerre très organisée

Les structures de la police parisienne sont aujourd'hui bien connues². Nous nous contenterons donc rapidement de rappeler qu'à la différence du reste du territoire, qui connut à partir de 1941 une réforme fondamentale avec l'étatisation des polices, la région parisienne garda un statut particulier. Malgré les velléités de Pucheu, le ministre de l'Intérieur, la préfecture de police de Paris ne fut pas étatisée. Pour autant, cela ne signifiait pas, il s'en faut de beaucoup, que le gouvernement de Vichy n'avait aucune prise : les choix des préfets démontrent le contraire.

L'organisation ternaire de la police parisienne est bien connue avec la police municipale (PM), la police judiciaire (PJ) et les renseignements généraux (RG). Ces trois directions jouèrent un rôle important dans la répression de la résistance armée. La PM pouvait compter sur son poids : elle organisa un quadrillage systématique qui lui permit d'arrêter, au hasard des rafles et des contrôles souvent, des résistants importants. Ce fut le cas avec Pierre Georges, le futur colonel Fabien, auteur de l'attentat de Barbès, arrêté en novembre 1942 à un barrage. Dans l'affaire dite des villes, car les résistants de ce groupe armé avaient choisi pour pseudos de noms de ville, la chute générale commença par l'interpellation d'un des membres par un gardien de la paix. Il s'agissait d'un contrôle de routine, mais le résistant avait une arme sur lui. A l'arrivée fut démantelé à l'automne 1942 le principal groupe armé opérant à Paris. On connaît moins le rôle de la police judiciaire, pour une part, parce qu'elle était moins exposée, pour une autre, parce qu'elle eut un rôle moteur dans l'épuration de la Libération³. Outre les procédures judiciaires-policières classiques qui relèvent de sa charge, c'est à elle que revint la répression de la lutte armée à Paris tout le deuxième semestre 1941.

Il est vrai qu'elle dut rapidement passer la main à la Brigade spéciale des Renseignements généraux (RG). Si la création de cette BS remontait à la drôle de guerre, en mars 1940, quand la lutte anti-communiste était d'autant plus à l'ordre du jour que le PCF était interdit, la structure ne fut réactivée pleinement qu'à l'été 1941 pour répondre à l'engagement des communistes dans la lutte armée. En théorie elle était rattachée à la Première section des RG, en charge de la surveillance de l'extrême gauche. Dans les faits, elle était sur un pied d'égalité. A ce titre, au sein même des RG, si la première section était spécialisée dans le recueil de renseignements (ce qui aurait dû être la seule tâche des RG), la troisième section croisait renseignement et action dans la surveillance des étrangers. Si toutes les forces de police furent mobilisées peu ou prou dans ce que Hennequin appela donc une « lutte à mort », c'est la Brigade spéciale (BS) des RG qui joua un rôle central. En janvier 1942, elle fut même dédoublée, la BS2 étant plus spécialement chargée de la « lutte anti-terroriste ».

Des professionnels

Sans s'arrêter en détail sur les itinéraires biographiques, on peut retenir quelques caractéristiques aux divers échelons de la structure.

La personnalité des préfets confirme, comme on l'a dit, le contrôle de Vichy. Sous l'ère

² Nous nous permettons de renvoyer à Jean-Marc Berlière et D. Peschanski, « Police et policiers parisiens face à la lutte armée (1941-1944) », in *Pouvoirs et polices au XXe siècle*, mêmes auteurs, pp. 137-176.

³ Voir Jean-Marc Berlière, *Les Policiers français sous l'occupation*, Paris, Perrin, 2001.

Darlan ce fut l'amiral Bard qui fut aux commandes. Après le retour de Laval, en avril 1942, ce fut en tout logique un proche du chef de Gouvernement. A la différence de son prédécesseur, Amédée Bussièrre avait une longue expérience dans la haute administration. Ce préfet qui fut un même un temps, sous le Front populaire, le directeur de la Sûreté nationale, correspond bien au profil que privilégia Pierre Laval, moins parce qu'il avait eu des responsabilités sous un ministre socialiste que parce que sa légitimité avait été construite dans la haute administration et qu'il était très respecté. Dans son rapport devant la cour de justice après la Libération, le commissaire du Gouvernement souligna que cette formation lui donnait d'autant plus d'influence sur ses hommes :

« À un tel poste, un Allemand ou un milicien notoirement acquis aux Allemands, eût été beaucoup moins capable de nuire car tous les fonctionnaires de la PP n'eussent pas manqué de saboter des instructions revêtues d'une telle signature, tandis que le nom de Bussièrre fonctionnaire français ayant occupé de hauts postes préfectoraux a pu désespérer certains d'entre eux. »

L'hypothèse avancée sur l'attitude de « tous les fonctionnaires » était certes hasardeuse et rend bien compte de la vision officielle d'alors, mais le commissaire du Gouvernement a bien vu l'impact que pouvait avoir la représentation adéquate d'une légitimité étatique. Le procès a bien montré, contre le système de défense de l'ex-préfet, qu'il agissait en véritable chef ayant contrôle sur ses cadres. Les directeurs des RG et des BS avaient pour caractéristique d'être des hommes venus du terrain, de la police municipale. Lucien Rottée, directeur des RG, s'était fait connaître en 1934 en s'opposant aux velléités insurrectionnelles des Croix de Feu. C'était son neveu, le commissaire Hénocque, qui dirigeait la BS2 dès sa création en janvier 1942, tandis que David, plus connu, avait pris la tête de la BS le 1^{er} septembre 1941 avant de diriger la BS1. On relèvera que les deux chefs de BS étaient très jeunes et qu'ils connurent une promotion accélérée. Nés respectivement en 1909 et 1908, ils finirent l'occupation avec le titre de commissaire divisionnaire.

S'appuyant sur l'étude systématique des dossiers de la commission d'épuration, Jean-Marc Berlière a pu établir trois profils types d'inspecteurs des BS. Le premier type regroupe des hommes entrés comme gardiens de la paix auxiliaires dans les années 1930. Détachés à la 1^{ère} section des RG comme inspecteurs auxiliaire à l'automne 1939, ils furent souvent versés dans la BS dès sa création, en mars 1940 ; ils étaient donc formés à la répression anticommuniste dès la drôle de guerre. Une partie fut versée dans la BS2 en janvier 1942 et en constitua l'ossature. Le deuxième type de parcours donna l'essentiel de l'effectif de cette BS : il s'agissait de gardiens de la paix des Brigades spéciales d'intervention (BSi) de la police municipale remarquables pour leur zèle. La troisième composante est plus diverse : il y avait là des policiers entrés à la préfecture de police soit par idéologie (quelques militants du PPF de Doriot en particulier), soit pour échapper au STO et, dans les deux cas, affectés directement aux BS ; ils étaient les moins expérimentés. Toujours est-il que les chefs veillèrent à ne recruter là que des gens sûrs, ce qui explique le peu de résistants dans ces brigades, à la différence, par exemple, de la 3^e section des RG. L'étude des dossiers signale aussi une proportion croissante de promus au choix et, ainsi, des modes de recrutement et d'avancement qui échappèrent largement, et de plus en plus, aux procédures et au calendrier habituels.

La collaboration des polices

Si les accords entre Karl Oberg, le Chef suprême de la SS et de la police en zone occupée, et René Bousquet, le secrétaire général à la police de Vichy (SGP), scellèrent la collaboration des polices en août 1942, celle-ci était déjà acquise à Paris. Depuis longtemps l'autonomie de la police française avait été échangée contre un engagement sans faiblesse dans la répression

anticommuniste.

Cela prit le forme de réunions régulières, dès l'automne 1941, entre les chefs de la police allemande et les directeurs de la PP et des RG auxquels se joignit bientôt le représentant du secrétaire général à la police en zone nord. En outre, les directeurs des services des RG se retrouvaient avec leurs correspondants de la Sipo-SD chaque mercredi, rue de Saussaies, au siège de la police allemande.

Il y avait aussi des contacts spécifiques, favorisés par la présence continue d'un policier allemand dans les locaux de la police française. Ainsi, pour la BS2, toutes les informations sur les arrestations et, plus généralement, sur les opérations en cours étaient transmises à Moritz (à l'automne 1942, en l'absence provisoire de ce dernier, ce fut à Boemelburg lui-même, le chef de la Gestapo parisienne). Sur place, la liaison était assurée par Maag et Berg.

Enfin, la collaboration fut souvent de mise pendant les opérations. En général, il y avait séparation dans la phase préparatoire (repérage et filatures) et pendant les arrestations.

Quand il y avait flagrant délit, on constate que la collaboration des polices pouvait être plus étroite encore. Prenons le cas de l'affaire Robert Beck, du nom de ce responsable d'un service soviétique d'action tombé à la fin juin 1942. Cela commença par une simple opération de deux membres du groupe contre des récoltes à côté de Pithiviers. C'est la gendarmerie française qui les repéra et elle en avertit aussitôt le SD d'Orléans. Celui-ci prévint la Sipo-SD de Paris qui demanda à son tour à la BS2 d'assurer les arrestations d'autres membres du groupe. C'est ce qui fut fait et l'on trouve dans les archives les procès-verbaux des premiers interrogatoires, car, rapidement, les prisonniers furent transférés à la Sipo-SD.

En général, après une arrestation par la BS2, les résistants étaient systématiquement transférés, plus ou moins rapidement, au siège de la police allemande où les interrogatoires étaient toujours plus durs, la torture y étant systématique.

LES RÉSISTANTS

Quoiqu'on pense souvent, l'organisation de la résistance armée à Paris n'est connue qu'à grands traits, faute de sources. Le taux d'élucidation des affaires, le nombre de résistants arrêtés et le comportement au moment des interrogatoires (la structure, c'est ce qu'on lâchait le plus facilement) permettent de reconstituer cette organisation avec plus de précision, quelquefois, que les acteurs eux-mêmes tant les structures pouvaient être éphémères.

De l'OS aux FTP

Les télégrammes aujourd'hui publiés que la direction du Komintern échangeait avec la direction clandestine du PCF permettent de faire un point précis de la stratégie suivie⁴.

L'intérêt vaut pour les deux sens de la liaison. On a ainsi confirmation que le Centre demandait que tout soit fait pour voir la lutte armée se développer, façon ainsi de mener le combat sur tous les fronts et d'empêcher les troupes allemandes d'être toutes concentrées sur le front de l'Est. Les réponses de Duclos sont tout aussi instructives : il y fait état d'actions d'une ampleur qui n'a rien à voir avec la réalité. Dans le même temps, en France même,

⁴ Voir Serge Wolikow, Bernhard Bayerlein, Mikhail Narinsky et Brigitte Studer, *Moscou-Paris-Berlin. Les télégrammes secrets du Komintern*, Paris, Tallandier, 2003.

Duclos comprit très vite un autre enjeu, majeur, de la lutte armée, qui n'était pas militaire mais politique : il s'agissait des mouvements de l'opinion. Les attentats individuels contre les soldats allemands et d'autres actions armées se développant, l'occupant, explicitait-il, ne pourrait réagir à hauteur des menaces par des exécutions massives d'otages. D'autant que ces exécutions allaient creuser davantage le fossé entre cet occupant et l'opinion. Il s'agissait en quelque sorte de faire sortir la société française de la léthargie. De fait, et cette première conclusion me semble essentielle, la lutte armée à Paris n'était pas qu'un affrontement entre des policiers et des résistants ; un troisième protagoniste intervenait, l'opinion française, et elle avait un rôle d'arbitre car elle était en fait le principal enjeu, politique, de cet affrontement, militaire.

La lutte armée fut engagée, on le sait, dès l'été 1941. L'organisation spéciale (OS) était le fer de lance de cette première phase et se décomposait en trois sous-ensembles : les OS français (ou du moins directement rattaché au PCF), les OS qui relevaient de la MOI et les jeunes qui formaient les « Bataillons de la jeunesse ». Albert Ouzoulias fut le premier à évoquer cette tripartition dont l'existence est confirmée par les archives⁵. On sait qu'au printemps 1942, les Francs-Tireurs et Partisans français (FTP) prirent le relais. Dans les faits, la nouvelle terminologie, peut-être même la structure, ne fut réellement opérationnelle qu'à l'automne suivant. Jusque-là la terminologie « OS » fut maintenue, tandis que les initiales « t. p. » apparaissaient, mais à la signification variable.

Une fois l'organigramme stabilisé, on aboutit à une structure pyramidale depuis le Comité militaire national des FTP (CMN), jusqu'au Comité militaire inter-régional (CMIR) pour chaque inter-région (ainsi une pour l'Île de France) et dix régions pour ce qui nous occupe. Numérotées de P1 à P10, ces régions avaient une base géographique pour l'essentiel, à l'exception de la dernière, P10, qui rassemblait en fait les FTP-MOI de la région parisienne. Cette structuration en 10 régions servit de base à l'attribution des matricules aux combattants, les militants ayant toujours un matricule en 4 chiffres, le premier correspondant à la région, sauf, bien entendu, les FTP-MOI qui étaient tous sur la base 10.000.

Dans le détail, il y eut des tentatives de changement structurel. En décembre 1942-janvier 1943, on essaya ainsi de mettre en place un niveau supplémentaire, le secteur, entre la région et l'inter-région. Il y eut une nouvelle tentative à la fin de 1943 et au début de 1944 avec la mise en place de deux inter-régions au lieu d'une seule, chacune ayant quatre régions sous sa coupe (avec des lettres pour les identifier). On changea aussi la nomenclature des régions, les appellations P1 à P10 changeant courant 1943 en chiffres 19, 34, 89 etc., puis, donc, en lettres mais, dans ce dernier cas, ce fut virtuel, comme la mise en place des deux inter-régions, compte tenu des chutes dramatiques de décembre 1943-janvier 1944.

Il faut y ajouter la complexité du processus décisionnel. Globalement, on peut retenir qu'en région parisienne le politique du triangle de direction national, Jacques Duclos, avait davantage la main sur ces groupes armés que Charles Tillon, chef des FTP. Dans le détail, deux exemples, les Groupes spéciaux et les FTP-MOI, illustrent la spécificité de ce circuits hiérarchiques.

Il est vrai que si les Groupes spéciaux menaient des actions contre les Allemands, des policiers français et des collaborateurs, ils avaient aussi pour fonction de liquider les traîtres, ou présumés tels. Dans un premier temps, ces tâches relevaient du groupe dit Valmy ou « groupe des villes ». C'est à lui, par exemple, qu'on doit l'exécution de Gitton, l'ancien dirigeant communiste qui menait alors une vaste campagne anticommuniste en direction des

⁵ Jean-Marc Berlière et Franck Liaigre, *Le sang des communistes. Les Bataillons de la jeunesse dans la lutte armée. Automne 1941*, Paris, Fayard, 2004.

internés en particulier. A l'automne 1942, le groupe fut entièrement neutralisé par la police parisienne. La nouvelle structure mise sur pied prit le nom de « groupe spécial ». Il fonctionna jusqu'en février 1944 quand il fut décimé. Très exposé, il avait subi une première très grave chute en janvier 1943, avec l'arrestation des principaux responsables ; c'est là qu'on apprit qu'une structuration était en cours autour de trois groupes ayant chacun une fonction spécifique. Le GS relevait donc directement de la direction politique du parti, le dirigeant des FTP sur la région parisienne ne servant que d'intermédiaire.

Le triangle de direction des FTP-MOI était bien en liaison avec le triangle du commandement militaire interrégional des FTPF, comme l'illustre l'arrestation commune de Manouchian et d'Epstein à Evry-Petit-Bourg en novembre 1943. La stratégie militaire qu'ils mirent en oeuvre dut ainsi beaucoup à Epstein. Mais, dans le même temps, via la branche politique de la MOI, les FTP-MOI avait le contact direct avec Jacques Duclos, le chef politique de la résistance communiste. Au bout du compte, à la différence du groupe spécial, et compte tenu des modes habituels de fonctionnement de la MOI, cette forme de double tutelle accrut les marges d'autonomie. Les cibles potentielles étaient repérées par un service de renseignements dirigée par une roumaine, Christina Boïco, et très rarement désignées par l'échelon supérieur. Toujours est-il que, dans le cas des GS ou des FTP-MOI de la région parisienne, les circuits hiérarchiques habituels n'étaient pas ceux qu'on pouvait attendre dans la lutte armée.

Des hommes et des femmes peu nombreux

Pour mener cette lutte armée face à des professionnels de la répression, ils étaient peu nombreux. Il suffit d'avoir le rapport des forces en tête, chiffres à l'appui, pour déconstruire le mythe d'un engagement important, encore moins massif, et son pendant, le mythe d'une organisation se refusant à viser certaines cibles jugées secondaires pour des raisons politiques. Les sources internes avaient déjà permis il y a déjà une quinzaine d'années d'établir qu'au plus fort de l'action des FTP-MOI à Paris, soit en août et septembre 1943, ils n'étaient que 65 combattants, tous services confondus (dont le service de renseignement, les médecins, ceux qui livraient les armes et ceux qui les reprenaient après l'action)⁶. Dans les archives de la préfecture de police, on trouve également les documents saisis chez les responsables arrêtés. C'est le cas pour la trésorière de l'inter-région FTP au début de 1943. Sachant que les permanents étaient rétribués en général 2 000 f par mois (et 2 500 F pour les principaux cadres), on sait qu'ils étaient alors quelques dizaines de FTPF permanents. Il faut certainement nuancer. Certains de ces combattants n'étaient pas rétribués ; mais la lutte armée imposait une disponibilité et une mobilité guère compatibles avec un autre métier ; ils furent donc très peu nombreux à exercer un métier en parallèle. On doit compter aussi avec les plus jeunes, en particulier les lycéens et, en partie, les étudiants, mais cela ne changera pas l'ordre de grandeur. Ainsi, les chiffres fluctuèrent sans aucun doute, mais on peut conclure sans risque d'être démenti qu'ils restèrent très modestes avant la fin du printemps 1944.

L'étude générationnelle est complexe, car cela put changer avec le temps, la cadence des chutes et les motivations de l'engagement. A grands traits, et en gardant à l'esprit le grand nombre d'exceptions, on pourrait dire que les cadres de la lutte armée à Paris étaient en général des militants de 30-35 ans, ayant déjà une certaine expérience politique et, souvent, militaire. On y trouve ainsi de nombreux anciens volontaires de Brigades internationales et/ou des communistes qui avaient déjà connu le combat clandestin en Europe centrale et orientale. Les troupes étaient souvent formés par les jeunes de 17 à 22 ans. Une affaire de décembre 1943 qui toucha la banlieue ouest montre qu'avec le temps et les chutes, ils étaient de plus en

⁶ Précédant Manouchian et lui succédant comme responsable militaire, Boris Holban a publié dans ses mémoires les sources l'établissant, *Testament*, Paris, Calmann-Lévy, 1989.

plus jeunes dans le combat. Dans cette affaire, le plus vieux avait 23 ans et, pour la plupart, ils n'avaient aucune expérience politique. Les réseaux de recrutement avaient changé, sous les coups de la répression.

Il faudra attendre une étude prosopographique systématique pour préciser le profil de ces combattants armés. Mais on peut déjà signaler l'importance de la représentation ouvrière, de même que la part des étrangers, enfants d'immigrés et/ou juifs.

L'AFFRONTEMENT

Ce profil des combattants de la lutte armée ajouta à la confrontation radicale qui les opposa à la police parisienne. De fait, les racines de cet affrontement ne sont pas à chercher simplement dans le court terme de l'action et de la répression, mais aussi dans le plus long terme des cultures professionnelles ou politiques.

Les représentations croisées

Le profil des policiers parisiens est pour le moins ambivalent. Sous son septennat à la tête de la préfecture de police (1927-1934), Jean Chiappe fit montre d'une grande fermeté anticommunisme et d'amitiés appuyées à l'extrême droite. Pour autant, comme ailleurs en France, le radicalisme et la franc-maçonnerie étaient très implantés dans la police parisienne. En cela, la nomination du préfet Langeron après la révocation de Chiappe peut apparaître comme une normalisation. Langeron ne fut révoqué à son tour qu'en janvier 1941.

De fait, le radicalisme et la franc-maçonnerie cohabitaient sans difficulté avec un anticommunisme quasi général et une xénophobie très largement partagée. La confrontation avec le PCF courut toute l'entre-deux guerres, jusqu'au paroxysme de la signature du double pacte germano-soviétique et de l'interdiction du PCF. L'afflux des réfugiés à partir de 1933 puis les mesures prises contre les étrangers à partir du retour de Daladier, au printemps 1938, ne firent que renforcer l'association, consciente ou non, entre anticommunisme, xénophobie, antisémitisme et pacifisme. Le retournement stratégique du PCF quelques semaines après la déclaration de guerre ne fit que conforter parmi les policiers la conviction qu'ils avaient à mener un combat sans merci contre l'ennemi intérieur.

Dans le contexte de la guerre et de l'occupation, alors qu'en engageant le combat sur le terrain militaire, les communistes défiaient, et tuaient le cas échéant, des policiers français, ce qui faisait le bagage idéologique commun de ces derniers fut singulièrement réactivé.

Pour les policiers parisiens, le PCF, ce n'était pas la France. Quand ils auront à rendre des compte devant les tribunaux de la Libération, ils avanceront la thèse de la continuité, par référence à la drôle de guerre. Pour eux, encore, les communistes étaient souvent des étrangers et, souvent, des juifs. Citons la conclusion du rapport de synthèse sur l'arrestation de la direction interrégionale en janvier 1944 (affaire Chapiro) : « Il est à mentionner une fois de plus que deux des militantes chargées des liaisons ainsi que le commissaire aux opérations à l'échelon interrégional sont de race juive »⁷. Enfin, comme le montrait à leurs yeux l'assassinat de policiers français, les communistes apparaissaient comme une force de subversion d'un ordre que les policiers avaient pour tâche de faire respecter.

⁷ Rapport sur l'arrestation de Chapiro, APP GB 123.

Cela revoie d'évidence à la représentation qu'ils avaient de leur propre fonction et nous touchons du doigt la question centrale de la légitimité. Depuis toujours la culture du corps était fondée sur le devoir d'obéissance en échange duquel on garantissait l'irresponsabilité. Les policiers n'avaient pas à contester l'ordre de la tutelle et ils ne pouvaient être poursuivis pour avoir suivi cet ordre. On mesure le choc que représenta l'épuration de la police à la Libération, une épuration qui leur apparaissait tout simplement incompréhensible. Apprenant qu'on engageait une procédure contre son fils, inspecteur de la BS2 entré dans la police en 1935, un père, retraité, écrivait le 23 octobre 1944 au préfet de police : « Aujourd'hui j'apprends qu'il serait inquiété ayant fait son devoir vu que le gouvernement a changé, je n'ose y croire ». La question de l'occupation était comme oblitérée. Si ce n'est que beaucoup, surtout parmi les cadres, partageaient l'idée que l'Etat français devait affirmer son autorité sur l'ensemble du territoire national, tout particulièrement en zone occupée, quitte à prendre en charge la réalisation des objectifs de l'occupant. C'était plus simple encore quand on pensait que ces objectifs étaient aussi ceux de Vichy. Il y avait enfin la solidarité de groupe. D'évidence, la mort de collègues sous les balles des résistants mettait au second plan d'éventuelles réticences. Il en fut ainsi après la mort du gardien de la paix Lécureuil, le 7 janvier 1942, puis celle de plusieurs policiers à l'occasion des deux opérations de la rue de Buci et de la rue Daguerre le 31 mai et le 1^{er} août 1942.

La représentation des policiers par les communistes s'inscrit aussi dans la plus longue durée. Dans la vulgate, la police était le bras armé de l'Etat, un Etat qui était au service de la bourgeoisie et de ses intérêts économiques et financiers. Il était donc logique que cette police prît pour cible la classe ouvrière et, tout spécialement, son avant garde qu'était le parti communiste. L'affrontement prit des formes violentes, surtout dans la première décennie avec les grèves très dures de 1920, la campagne antimilitariste autour de la Ruhr et la vraie guerre que Chiappe engagea contre le PCF, autour de la manifestation du 1^{er} août 1929. Si répit il y eut pendant le Front populaire, il ne dura qu'un temps, jusqu'aux fusillades de Clichy dès 1937. La perception d'une opposition irréductible inscrite dans l'affrontement de classe fut fortement réactivée par la répression de la grève du 30 novembre 1938. Enfin, le contraste entre l'immobilité du front militaire et l'ampleur de la répression anticommuniste pendant la drôle de guerre confortèrent les communistes restés fidèles que les policiers les considéraient bien comme l'ennemi principal.

Pour les cadres du parti, la défaite ne constitua pas, sur ce point, une rupture. A l'été 1940, la police parisienne fut même en pointe dans la répression communiste, alors que les Allemands ménageaient ceux avec lesquels ils négociaient. Et c'est à la demande française qu'une rafle fut organisée en octobre parmi les anciens responsables syndicaux et les élus déchus. Avec le changement de stratégie communiste et de comportement des autorités allemandes, la préfecture de police fut perçue avant tout comme un instrument au service de l'occupant.

Au-delà donc des aléas politiques, ce qui frappe c'est d'abord la constance de la représentation négative de la police dans les milieux communistes et le sentiment, souvent conforté par les faits, que la lutte contre le PCF était la priorité de la police parisienne.

Les actions

Jour après jour, heure après heure, dans des agendas que nous avons pu exploiter, la BS2 notait avec précision toutes les actions armées pouvant appeler son intervention. Cette forme de main courante n'existe (ou n'a été conservée) que pour la BS2 chargée de la « lutte anti-terroriste ». Il s'agit là d'une source exceptionnelle qui permet enfin d'avoir une mesure de la

lutte armée à Paris⁸. Des précautions s'imposent, dans la mesure où certaines actions ne relèvent pas nécessairement de la Résistance. Pour autant, cela reste statistiquement marginal, du moins pour 1942 et 1943. Nous avons rassemblé les données en deux tableaux. Les relevés de 1944 confirment la mise en sourdine de la lutte armée après les très graves chutes de l'automne 1943 et de l'hiver suivant, et, sans doute, le renouveau à partir de la fin du printemps 1944, mais le mélange évident entre les actions de la Résistance et celles de droits communs rend très difficile une présentation chiffrée.

8 APP GB42.

1942

	Janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	sept.	oct.	nov.	déc.	Total
Contre individus allemands	2	1	1	3	3		2	1	5	3			21
Contre groupes allemands	1			1			2	2	2	3		1	12
Contre policiers français	2			1	1		1	1	1	1	3		11
Contre Français (autres)	1			1	1	4	1	4	3	3	2		20
Hôtels, restaurants, maisons de tolérance, cinémas, librairies	4	1			2		1	5	6	5	12	5	41
<i>Nb tués</i>	<i>1</i>	<i>1</i>	<i>1</i>	<i>1</i>	<i>4</i>	<i>1</i>	<i>2</i>	<i>7</i>		<i>7</i>			25
Garages requis.	3	4			1		2	4	9	10	2	6	41
Sabotages		1	4	1	3	3	2	3	2	1	2	2	24
Bureaux d'embauche						1	4	6	4	3	3	3	24
Permanences RNP, PPF, francistes	3	1	3			2	2	2	5	3	3	3	27
Usines				2		2		1	1	1	6	4	17
Vol (tickets et cartes)							1		1		1	1	4
Manifestations					1			2					3
Total actions													270

1943

	Janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	Sept.e	octobre	Nov.	Déc.	Total
Contre individus allemands	2	5		3	6	3	2	5	6	1	2		35
Contre groupes allemands		3	7	6	10	6	6	3	1	2	2	1	47
Contre policiers français		2	1	4		2	1	3	1	6	1	6	27
Contre Français (autres)		3		3	6	2	8	2	5	8	9	6	52
Hôtels, restaurants, maisons de tolérance	15	16	5	3	2	1	3	1	4	10	1	1	62
<i>Nb tués</i>	<i>2</i>	<i>3</i>		<i>5</i>	<i>2</i>	<i>5</i>	<i>3</i>	<i>5</i>	<i>4</i>	<i>8</i>	<i>4</i>	<i>1</i>	42
Garages requisitionnés	1	2	4	3			1	1		1		1	14
Sabotages		2	2	1	2	2				2	4	2	17
Bureaux d'embauche	1	1		1				1	1	5			10
Permanences RNP, PPF, francistes		2		2	5	7	4	3		1	1	3	28
Usines	3	6	6	2	2	2	1	4	2	1	1		30
Vol (tickets et cartes)		3	2	2	2	4	3	1	3	3	2	6	31
Total actions	22	45	27	30	35	29	29	24	23	40	23	26	353

Tableaux établis à partir des rapports de la préfecture de police de Paris (APP, GB442)

Toutes catégories confondues, on compte 270 actions en 1942 et 353 en 1943, soit une progression de plus de 30 %. Un changement qualitatif s'ajoute. Si l'on s'attache aux actions visant des individus et ou des groupes, français ou allemands, y compris des attentats contre les lieux réquisitionnés par les troupes d'occupation comme les hôtels, restaurants ou maisons de tolérance, on remarque qu'elles augmentent plus sensiblement encore d'une année sur l'autre passant de 105 à 223, soit +112 %, alors que baissent, en volume comme en pourcentage, les sabotages divers dont les attentats contre les bureaux d'embauche ou les permanences collaborationnistes. Il faut mettre à part le sabotage contre les usines et, surtout,

les vols de tickets et cartes d'alimentation (passage de 4 cas à 31) indispensables à la lutte clandestine pour éviter un repérage facile par la police.

Ce changement qualitatif se retrouve sans surprise dans le nombre de tués qui passe de 25 à 42. L'augmentation dénote une radicalisation de l'action armée, mais les chiffres bruts montrent également ses limites. On est loin des dérives mythologiques sur la guérilla urbaine. Mais, une fois la remarque intégrée, on imagine l'impact des 42 tués de 1943 sur l'état d'esprit des policiers français et allemands et sur celui d'une opinion qui constate ainsi la présence de la Résistance.

L'arrestation de Louis Chapiro en janvier 1944, l'homme qui avait succédé à Epstein comme chef militaire des FTPF de la région parisienne, illustre la radicalisation d'un affrontement devenu une lutte à mort. On se trouve alors dans la phase paroxystique de cette lutte entre les résistants communistes et les BS qui, alors, confirmèrent leur victoire. Dans la vaste opération qui aboutit au démantèlement du commandement de l'inter-région tout juste mis en place, Chapiro tua un policier et fut très gravement blessé. Un chef de groupe spécial, Vachette, tira et fut tué. Un autre membre des BS, Camus, tira également, mais sans atteindre sa cible. Un chauffeur des groupes spéciaux fut abattu à la mitraillette ; un autre fut pisté et tué deux mois plus tard. Dans le même temps, depuis l'automne, des cibles policières avaient été désignées ; le 16 novembre 1943, on trouva même sur Epstein les coordonnées personnelles du commissaire David, chef de la BS1.

L'arrestation

Pour autant, le plus souvent, au moins jusque-là, les arrestations faisaient couler moins de sang. On peut distinguer trois cas de figure. L'arrestation pouvait être le fruit du hasard d'un contrôle d'identité ou d'une rafle dans le métro. Les papiers saisis et/ou les interrogatoires permettaient ensuite des arrestations en chaîne. L'arrestation pouvait aussi se faire sur flagrant délit, sur information, et avoir les mêmes suites. Pour autant, dans les deux cas, il y avait le risque de voir l'hémorragie s'arrêter, le déroulé des opérations suivantes dépendant à chaque fois d'un seul chaînon. Voilà pourquoi la police française, plus expérimentée en la matière que sa collègue allemande, préférait la filature, longue le plus souvent, jusqu'à des arrestations en série.

Les trois filatures enchaînées qui démantèlent la MOI parisienne en 1943 en donne un des exemples les plus spectaculaires. Les principes en étaient simples. La longueur, et donc la mobilisation de nombreux pisteurs, était une règle absolue pour reconstituer les réseaux de relations hiérarchisées. Il était impératif de trouver rapidement la planque pour récupérer rapidement un militant devenu méfiant ; le clandestin qui se montrait souvent très vigilant dans la rue, mais considérait sa planque comme un cocon *a priori* non repérable. En danger dans la rue, il était comme naturellement protégé dans son logement clandestin. Il fallait également ne pas casser la filature, quitte à assister sans réagir à un attentat considéré comme mineur ; les rapports de police sont discrets en pareil cas, mais, le recoupement avec la liste des actions ne laisse aucun doute. Quand la situation semblait mûre et qu'il y avait risque de voir le travail de longue haleine échouer faute d'avoir réagi assez tôt, la police opérait une série d'arrestations, en prenant bien soin, cependant, de laisser passer au travers des mailles un ou deux militants importants. Dans la foulée de la vague d'arrestations, une nouvelle filature pouvait ainsi s'enclencher. Ce fut le cas pour les trois filatures qui se succédèrent de janvier à novembre 1943. Au bout du compte les jeunes de l'Union des jeunes juifs, l'appareil d'impression clandestine de la section juive de la MOI, une bonne partie de cette section juive puis les FTP-MOI de la région parisienne, seule force ou presque à mener encore le combat armé à Paris, furent décimés. Dans la foulée, la direction des FTPF fut à son tour démantelée,

ainsi que le Groupe spécial.

L'interrogatoire

Avec l'interrogatoire, on aborde une question éminemment délicate car elle implique le protocole de l'historien et sollicite des questions éthiques. En forme de préalable, j'ajouterai une mise au point contre une forme de mythologie destructrice. La question n'est pas de savoir comment des résistants ont pu faire pour parler, mais comment certains, qui n'étaient pas les plus nombreux, ont pu faire pour ne pas parler. Annoncer à la bravache qu'aucun membre de tel ou tel groupe n'a lâché un seul nom, c'est non seulement risquer à tout coup le démenti des archives, mais c'est plus encore insulter la mémoire des morts comme des survivants.

Le comportement et la stratégie des policiers parisiens s'appuyaient, pour beaucoup, sur les informations glanées lors des filatures et sur les papiers saisis sur les résistants arrêtés ou dans les planques. La pression pouvait aller jusqu'à la torture mais, même si, le plus souvent, elle était moins systématique et moins dure que du côté allemand, en particulier vis-à-vis des femmes. La police jouait souvent les uns contre les autres ; que l'un ait parlé, surtout un supérieur, et la digue sautait plus rapidement, dans une mécanique infernale du domino. La lecture des interrogatoires laisse aussi à penser que la police française jouait sur la menace allemande : que le résistant ne parle pas, il serait livré aux Allemands qui, eux, sauraient le faire parler, avec d'autres moyens. Pourtant, dans tous les cas, il était livré aux Allemands qui, quoi qu'il en fût, procédaient à leurs propres interrogatoires. On devine enfin qu'on a fait croire à un marché : beaucoup de résistants terminent leur interrogatoire en affirmant n'avoir jamais pris part personnellement à une action armée ou, s'il l'a fait, n'avoir jamais tué de sa propre main. Il croyait sans doute, alors, pouvoir échapper à la mort.

En l'occurrence, le comportement des résistants variait du refus de lâcher le moindre mot à ne rien laisser dans l'ombre. Entre les deux extrêmes, il y eut toutes les modalités. A titre d'exemple, René Roeckel, chef du groupe spécial, arrêté en décembre 1943, parla beaucoup, mais pour décrire les actions passées, et toutes les assumer à titre personnel afin de décharger ses camarades de combat. Il y avait aussi diverses stratégies pour parler en limitant la casse. On retardait la date de son intégration dans les groupes armés pour avoir moins à raconter le cas échéant. C'est aussi l'organigramme qu'on lâchait le plus facilement, dans la mesure où les responsables étaient souvent déjà arrêtés ou qu'on ne les connaissait que par des pseudos. Pour autant, on sous-estimait les informations que possédaient déjà les policiers qui complétaient ainsi leur puzzle. On comptait aussi sur les consignes laissées à l'agent de liaison pour couper toute relation, comme dans le cas de ce responsable dont le long interrogatoire se termine comme suit :

« Je comptais arriver à Paris-Lyon vers 14h. J'avais prévenu [mon agent de liaison] que j'avais la sensation que « X » était filé et qu'il pouvait m'arriver quelque chose ; que dans ce cas elle fasse couper autour de moi. »

Il donna ainsi trois rendez-vous. Dans les deux premiers cas, les policiers firent chou blanc. Le troisième rendez-vous n'avait pu être annulé à temps et déboucha sur une nouvelle et très grave vague d'arrestations.

Plus fréquemment, enfin, on parlait sans limiter la casse. Il est difficile de trouver des critères discriminants : l'âge ? la charge de famille ? le sexe ? le rapport à l'engagement ? l'expérience de la vie ? l'expérience du combat et/ou de la répression ? Le travail reste à faire. Et comment, à l'inverse, expliquer le comportement de ceux qui n'ont pas parlé ? Entre « nous sommes déjà morts » et « nous sommes immortels ».

Mais de quels instruments l'historien du très contemporain dispose pour appréhender les comportements humains ? Depuis les travaux pionniers de Pierre Laborie, puis ceux de François Marcot, l'analyse des ressorts idéologiques et politiques est aujourd'hui plus classique à mener et elle renvoie à celle des systèmes de représentations, des imaginaires collectifs et des préconstruits sociaux-idéologiques. Mais plus on entre dans les comportements individuels, plus la diversité est de règle et plus les instruments classiques, ou moins classiques, de l'historien s'avèrent insuffisants. Comment rendre compte de ces comportements humains ? Seule une approche interdisciplinaire pourra fournir des éléments de réponse.

Le combat entre les policiers des brigades spéciales et les résistants communistes de la lutte armée fut en tout point singulier. Singulier, car la lutte était d'homme à homme. Était venu le temps de la traque policière, toujours plus tendu vers la mort. Il était singulier par l'existence d'un troisième protagoniste, décisif, l'occupant. Jusqu'à la caricature de 1943 : voilà des policiers français traquant et arrêtant pour le compte de l'occupant des résistants étrangers engagés dans une lutte à mort pour la libération du territoire français. Chiasme singulier en effet. Enfin, les archives confirment la réelle dimension de la guérilla urbaine. Même si les protagonistes n'en avaient pas, pour la plupart, conscience, l'impact militaire de ces actions fut marginal ; à l'inverse, l'impact politique fut essentiel, aussi bien dans l'immédiat sur l'opinion qu'à moyen terme sur la reconstruction du pays.

Quels furent les vainqueurs de ce combat ? A priori les Brigades spéciales, comme on l'a vu. On retrouve la conclusion que Jean-Marie Guillon⁹ tirait il y a vingt ans de l'étude du PCF pendant les premières années de la guerre : la présence des communistes était plus rythmée par les aléas de la répression que par ceux de la stratégie politique. A la fin de 1943, de fait, les BS avaient gagné : le PCF ne pu se réorganiser comme résistance armée jusqu'à la fin du printemps 1944.

Et pourtant les BS avaient perdu. Non seulement parce que la Libération était proche. Mais parce que, sur le terrain politique de cette résistance militaire, la reconstruction était en cours de l'identité nationale sur les valeurs portées par ceux qui avaient combattu et étaient tombés pour elles.

⁹ Jean-Marie Guillon, « Variables régionales, unité du parti », in Jean-Pierre Rioux, Antoine Prost et Jean-Pierre Azéma dir., *Les communistes français de Munich à la Libération*, Paris, Presses de la FNSP, 1987, pp. 413-427.